Une autre politique à gauche*

Va-t-il être possible, après les échéances de 2002, de décider des mesures d'urgence efficaces, d'engager des réformes profondes qui iront concrètement dans le sens d'une société plus juste ?

Ou bien, au contraire, les inégalités, le chômage, la précarité, l'insécurité vont-ils continuer à s'aggraver ? La France va-t-elle être davantage assujettie aux marchés financiers dans un monde plus instable et plus inhumain ?

C'est la question posée au premier tour de l'élection présidentielle, le 21 avril prochain.

Je m'engage de toutes mes forces à rassembler contre le Medef, pour l'empêcher d'avoir les mains libres et d'appliquer son plan de régression sociale. Je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour que Jacques Chirac et la droite, qui ont fait leur ce programme ultralibéral, soient battus.

Mais je sais que la gauche suscite des doutes, des inquiétudes. Elle est au gouvernement depuis cinq ans. Elle a obtenu des résultats et tout le monde reconnaît que les communistes y ont contribué. En même temps, les limites de ces résultats sont évidentes.

Malgré nos demandes, le gouvernement a refusé de décider de grandes réformes sociales indispensables et de s'en prendre vraiment à la toute-puissance de l'argent roi. Et, maintenant, plus les jours passent, plus on a l'impression d'une sorte de hold-up feutré des " sociaux-libéraux " sur la gauche. Comme si leurs solutions devaient irrémédiablement l'emporter.

Je comprends donc les inquiétudes de celles et ceux qui veulent une gauche bien à gauche, qui réponde à leurs attentes par des mesures concrètes fortes. Je leur dis : cette évolution "à la Tony Blair" n'est pas fatale. Le Parti communiste est là. Et la gauche, avant d'être des partis, c'est des millions de femmes et d'hommes.

C'est leur cœur, leurs valeurs, leurs idées. C'est leurs interventions, nombreuses, dans les mouvements sociaux et citoyens, dans les actions pour le respect de la personne humaine que connaît notre pays.



Non, il n'y a pas de fatalité à la domination des marchés financiers. On peut faire des choix politiques qui la remettent en cause.

Cela ne signifie pas : étatisme, bureaucratie. Rien ne peut se faire de bon sans l'écoute, le dialogue et, à chaque fois que c'est nécessaire, l'expression de la volonté populaire. Mais cela ne peut pas signifier non plus : " neutralité " de l'État. Laisser faire, c'est laisser faire les plus puissants.

Le pouvoir politique peut jouer un rôle important, aux côtés du mouvement social et avec lui, pour faire prévaloir des orientations qui correspondent aux attentes. Il n'est pas indifférent que ce pouvoir soit de gauche ou de droite !

Le 21 avril, on peut faire beaucoup, ensemble, pour qu'il soit de gauche, bien à gauche, et pour qu'il le reste.

C'est tout le sens des engagements que je défends. Je propose des objectifs majeurs, accompagnés des moyens pour les atteindre. Je vous propose de leur donner la force de votre vote afin qu'ils aient le poids nécessaire pour peser sur le cours des choses. Je continuerai à les défendre, avec mon parti, après cette élection. Ils ont pour moi, comme je l'ai dit, valeur de contrat.

Robert Hue

* Extrait de la conférence de presse de Robert Hue lors de la présentation de ses engagements le 8 mars 2002.